

L'autogestion : mouvement populaire clé d'un développement durable en Argentine ?

Céline Picron, Olivier Pierrot et Nicolas Piret

CDD - 3

Ce carnet reprend une étude réalisée par des étudiants de Master 1 chimie aux FUNDP dans le cadre du cours de « Sciences, éthique, développement » (titulaire : Prof. Bertrand Hespel) dispensé durant l'année académique 2009-2010.

Les Carnets du développement durable

Directeur d'édition : Stéphane Leyens

Secrétaire d'édition : Anne Patigny

Les Carnets du développement durable est une revue éditée avec le soutien du
Groupe Développement durable de l'Université de Namur (FUNDP)

© Presses universitaires de Namur,
2011
Rempart de la Vierge, 13
5000 Namur (Belgique)
Tel : +32 (0)81 72 48 84
Fax : +32 (0) 81 72 49 12
info@pun.be
<http://www.pun.be>

FUNDP
Groupe Développement durable
rue de Bruxelles, 61
5000 Namur
Tel : +32 (0)81 72 41 13
Fax : +32 (0)81 72 41 18
anne.patigny@fundp.ac.be
[http://www.fundp.ac.be/universite/
durable/recherches-fundp/carnets](http://www.fundp.ac.be/universite/durable/recherches-fundp/carnets)

Dépôt légal : D/2011/1881/33
ISBN : 978-2-87037-728-4

Imprimé en Belgique

Tous droits de reproduction, traduction, adaptation, même partielle, y compris les microfilms et les supports informatiques, réservés pour tous les pays.

L'autogestion : mouvement populaire clé du développement durable en Argentine ?

Céline Picron, Olivier Pierrot et Nicolas Piret

1. Introduction

L'Argentine est un pays dont le développement mérite une attention spéciale. En effet, le niveau de développement de ce pays se situe à la limite entre celui de pays développés tels que les pays d'Europe et celui de pays en voie de développement tels que la plupart des pays d'Amérique du Sud. C'est pour cette raison que l'Argentine est qualifiée de pays émergent et que l'analyse d'un tel pays se révèle très intéressante pour essayer de comprendre les différents mécanismes du développement et d'évaluer si ce dernier peut être qualifié de « durable ».

C'est dans cette optique que l'Argentine a été étudiée au cours de ce travail. Plus précisément, nous nous sommes concentrés sur le développement argentin, sur les différents problèmes auxquels ce pays a été confronté au cours des dernières décennies et sur les solutions qui y ont été apportées. La crise économique de 2001 peut en quelque sorte être considérée soit comme le problème principal soit comme la conséquence de tous les autres problèmes de l'Argentine, même si ces deux approches sont fortement liées. Une première partie de ce travail mettra en évidence l'émergence de la crise économique ainsi que les différents mécanismes l'ayant provoquée. Les conséquences de cette crise sur les différents secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) de l'activité seront ensuite brièvement expliquées.

Une deuxième partie de ce travail, (à notre sens plus intéressante et davantage représentative du chemin accompli pour sortir de la crise) présente les différents projets, actions et mouvements mis en œuvre pour essayer d'endiguer cette crise et relancer l'économie du pays. Nous parlerons tout d'abord du rôle de l'État et des solutions proposées par celui-ci ainsi que du rôle des organisations financières comme le FMI et la Banque mondiale. Finalement, ce sera au tour des projets populaires d'être

mis en évidence. En effet, une des particularités de l'Argentine qui a motivé notre étude, est la volonté du peuple de s'en sortir, même si le plus souvent il s'agit plutôt d'une obligation de survie. Face à une situation de crise perpétuelle et aux manquements flagrants, voire même aux obstacles dressés par les « solutions » proposées par l'État ou d'autres organismes, le peuple n'a d'autre choix que de chercher lui-même des solutions pour un développement réellement « durable ». Nous parlerons par exemple du troc ou des cartoneros, mais nous nous focaliserons plus en détails sur une solution trouvée en Argentine pour répondre à la crise générale que connaît le pays depuis maintenant près de 40 ans : l'autogestion.

Dans un premier temps, nous discuterons cette pratique d'une façon tout à fait générale afin d'essayer d'en saisir les tenants et aboutissants ainsi que le processus qui l'a fait naître en Argentine. Nous nous intéresserons aux conséquences économiques sans négliger les aspects sociaux ou politiques. Ensuite, nous citerons quelques exemples d'entreprises et d'usines dans lesquelles l'autogestion est appliquée aujourd'hui avec succès. Enfin, nous étudierons un cas plus précis, celui de l'hôtel BAUEN, pour montrer concrètement et pratiquement de quoi il retourne. En effet, depuis mars 2003 l'hôtel BAUEN, situé en plein cœur de la capitale Buenos Aires est entièrement autogéré alors qu'il avait dû fermer ses portes suite à la crise de 2001.

Pour terminer, nous ferons part d'une réflexion personnelle sur le pays étudié, dans laquelle nous essayerons de poser un regard critique sur l'autogestion et le développement argentin. Grâce à ce que nous aurons appris en rédigeant ce travail, nous tenterons donc de répondre à la question qu'il pose : « l'autogestion : mouvement populaire clé d'un développement durable en Argentine ? ».

2. Présentation du pays

L'Argentine est un pays d'Amérique du Sud possédant une superficie de 2,7 millions de km² divisée en 23 provinces parmi lesquelles on peut citer Santa Fe, La Pampa ou encore Buenos Aires, province de la capitale portant le même nom. Elle est divisée en cinq grandes régions dont les Pampas au centre, le Gran Chaco au nord, la Mesopotamia au nord-est, la Patagonie au sud et le Cuyo au niveau de la Cordillère des Andes.

2.1. L'Argentine en quelques chiffres

Le Tableau 1 compare l'Argentine et la Belgique sur le plan du développement humain grâce aux données publiées dans le « Rapport sur le Développement Humain 2009 » du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)¹. Le but de cette comparaison est de montrer que globalement l'Argentine peut être considérée comme un pays développé même si pour certains critères, elle est en voie de développement. Il est également intéressant de remarquer que l'Argentine est le pays le plus développé d'Amérique du Sud. Elle est au 49^{ème} rang mondial pour l'indice de développement humain (HDI). Les premiers pays d'Amérique du Sud qui viennent après l'Argentine sont l'Uruguay (50^{ème} rang) et le Venezuela (58^{ème} rang). Le Brésil, qui est le plus grand pays d'Amérique du Sud, n'arrive qu'en 75^{ème} position.

	Argentine	Belgique
Indice de développement humain (2007)	49	17
Indice de développement humain (HDI)	0,866	0,953
Espérance de vie à la naissance (années)	75,2	79,5
- pour les femmes	79,0	99,4
- pour les hommes	71,5	76,5
Taux de natalité (nombre de naissance par femme)	2,3	1,8
Taux d'alphabétisation (%)	97,6	n.d.
- pour les femmes	97,7	n.d.
- pour les hommes	97,6	n.d.
Indice d'éducation	0,836	0,974
Produit intérieur brut total (milliards USD) (2007)	262,5	452,8
Produit intérieur brut par personne (USD) (2007)	6 644	42 609
Revenus estimés pour les femmes (PPP USD)	8 958	27 333
Revenus estimés pour les hommes (PPP USD)	17 710	42 866
Rapport entre les revenus estimés des femmes et des hommes	0,51	0,64

Tableau 1 : Comparaison des indices de développement en Argentine et en Belgique d'après des données du PNUD (rapport 2009).

¹ Voir : http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2009_EN_Complete.pdf

2.2. La crise et son arrivée

La crise commence réellement en 1973 suite à la crise pétrolière qui entraîne en Argentine une inflation sans précédent ainsi que l'apparition d'une dette extérieure qui, en 2001, a atteint 141 milliards de dollars US.²

En 1976, une junta militaire réalise un coup d'état qui sonne le début d'une longue dictature sous la présidence du général Jorge Videla. Cette même année, le FMI (Fonds Monétaire International) octroie un important prêt à l'Argentine dont la dette se chiffre déjà à 8 milliards de dollars US (nous reviendrons plus loin sur l'aide apportée par le FMI à l'Argentine). Malgré cela, la junta est incapable d'endiguer l'inflation et met en place un processus de « Réorganisation Nationale », façon détournée d'instaurer une dictature : c'est le début de la « Guerre sale ». Le Parlement est dissous : la junta gouverne donc seule. « Elle ordonne la suspension de toute activité politique et décide d'interdire 5 partis ainsi que 62 organisations »³. Toutes ces organisations et ces partis sont de gauche. Les assemblées sont interdites ainsi que toutes les manifestations. Les opposants au régime sont enlevés, torturés et même tués. Par exemple, le 16 septembre 1976 a lieu la « Nuit des Crayons ». Il s'agit d'une manifestation des élèves du secondaire dans le but de faire baisser le prix des transports. Elle est violemment réprimée. Des étudiants sont enlevés et certains sont torturés à mort. En réaction à ces disparitions, un groupe de mères s'est formé pour protester contre les éliminations sommaires. Elles sont vite rejointes par les travailleurs et décident de se réunir tous les jeudis sur la place de Mai, d'où leur nom « Les mères de la place de Mai »⁴. Les travailleurs, de leur côté, organisent des grèves dans divers secteurs dont ceux du chemin de fer et de l'automobile. À la fin du régime, on dénombre pas moins de 2300 assassinats politiques, 10.000 arrestations et 30.000 disparus. En 1978, la Commission interaméricaine des droits de l'Homme accuse le gouvernement argentin d'« utilisation systématique de la torture et [...] autres traitements cruels, inhumains et dégradants, dont

² La documentation française, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr>, le 29/10/2009.

³ Auge M., Bardin P., Bargues E., Bony C., Grandadam C., Zylbergajt N., « La dictature militaire argentine de 1976-1983 », <http://www.irenees.net>, le 29/10/2009.

⁴ Cette organisation existe toujours. Elle se nomme « Association des mères de la place de Mai » et lutte pour faire respecter les droits de l'Homme.

la pratique a pris un caractère inquiétant »⁵. En 1981, le général Leopoldo Galtieri poursuit l'œuvre de son prédécesseur et ordonne, en 1982, d'envahir les îles Malouines, possession britannique. Cette guerre voit la victoire de la Grande-Bretagne au bout de deux mois et demi d'une lutte inégale. Suite à la reddition de l'Argentine, 100.000 personnes se rassemblent pour protester contre la « Guerre sale » et forcer les dirigeants à organiser des élections.

En 1983 a lieu un retour à la démocratie suite à l'élection de Raúl Alfonsín au poste de président. Il fait juger et condamner les principaux responsables des violations des droits de l'Homme sous le régime militaire. Cependant, 3 ans plus tard, son gouvernement empêche le jugement de nombreux autres responsables en instaurant les lois du pardon « Punto Final » (point final) et « Obediencia Debida » (devoir d'obéissance). La première oblige les procès à se tenir en un maximum de 60 jours. La seconde stipule que « les militaires de rang inférieur à celui de colonel ne peuvent être poursuivis dans la mesure où ils n'ont fait que suivre les ordres de leurs supérieurs »⁶. Au niveau économique, son gouvernement remplace le peso par une nouvelle monnaie, l'Austral dans le cadre d'un plan éponyme ayant pour but de réduire l'inflation. Malgré cela, après des résultats éphémères, débute l'hyperinflation. À la fin de son mandat, la dette se chiffre à 54 milliards de dollars contre 45 milliards auparavant.

En 1989, Carlos Saúl Menem gagne les élections présidentielles. En 1990, il gracie tous les membres de la junte, entraînant de vives critiques de la part de la population. Son geste fait suite à une rébellion manquée de « Carapintadas ». Les Carapintadas sont des militaires d'extrême-droite qui, suite à la condamnation des membres de la junte, ont tenté divers coups d'état qui se sont tous soldés par un échec. La même année, avec l'aide de son ministre de l'économie, Domingo Cavallo, il met en place un système néolibéral, suivant les conseils du FMI. Lorsque cette organisation intervient dans un pays, elle négocie des « plans d'ajustement structurel ». En d'autres termes, elle exige « l'ouverture du pays aux capitaux étrangers et au commerce international, la libéralisation du marché du travail et la

⁵ « Argentine », <http://www.tlfq.ulaval.ca>, le 06/10/2009.

⁶ « Argentine : Un coin d'Europe dans l'hémisphère austral », <http://www.clio.fr>, le 06/10/2009.

réduction du poids de l'État, c'est-à-dire la privatisation de nombreuses entreprises»⁷. En d'autres termes, le FMI prône la mondialisation économique. Aucun autre président que Menem n'a aussi bien suivi ces exigences sans omettre, au passage, de profiter de sa situation. Ainsi, il privatise la plupart des entreprises d'État comme la compagnie de télécommunication ENTel, la compagnie pétrolière YPF, la compagnie aérienne Aerolíneas Argentinas ainsi que les chemins de fer, le réseau routier ou encore la télévision, tout cela à des prix n'atteignant parfois qu'un dixième de la valeur réelle de l'entreprise. Ces privatisations se font aux dépens des salariés qui perdent leur emploi (le taux de chômage passe de 11% à plus de 20%), alors que le gouvernement ramasse les pots de vin. En 1991, Menem fait disparaître l'Austral pour rétablir un peso dont la valeur est indexée sur celle du dollar américain (1 peso = 1 USD). Cela entraîne une diminution de l'inflation et la venue de capitaux étrangers. Cependant, à la suite des privatisations, le chômage ne cesse d'augmenter, entraînant une paupérisation des classes ouvrières. Partout apparaissent des mouvements dans le but de sortir de la crise : troc, piqueteros, autogestion,... Ces initiatives populaires seront abordées en détail plus loin.

En 1995, Menem est réélu grâce à un accord passé avec Alfonsín. Cette même année, l'Argentine reçoit des prêts de 2 milliards de dollars (du FMI), de 1,3 milliards (de la Banque Mondiale) et de 1 milliard (de la Banque Interaméricaine de Développement). 1995 est aussi l'année d'apparition du troc. L'année suivante voit le premier mouvement piqueteros. En 1997 a lieu la plus grande manifestation qu'ait connue Menem : 40.000 chômeurs se rendent sur la place de Mai. En effet, la population est de plus en plus pauvre. Certains ménages ne peuvent même plus se payer les denrées de première nécessité. En 1998, une brutale remontée du dollar entraîne une augmentation des prix et donc aussi de la paupérisation. Cette brusque envolée engendre aussi une fuite des capitaux étrangers. En 1999, le président lance un plan d'austérité. La dette atteint alors 130 milliards de dollars.

La même année, Fernando de la Rúa accède à la présidence. Au bout de deux ans, le gouvernement démissionne, incapable de faire face à la crise, malgré plusieurs plans d'austérité et l'obtention d'une aide de 39,7

⁷ « Fonds monétaire international », <http://fr.wikipedia.org>, le 29/10/2009.

milliards de dollars dont 14 du FMI, 5 de la Banque mondiale et 20 provenant du secteur privé. Parmi ces plans d'austérité, il faut souligner la loi du « déficit zéro » qui oblige l'État à limiter ses dépenses en diminuant principalement les aides sociales et les salaires des fonctionnaires. (Ce projet sera abordé plus en détail par la suite.) En 2001, juste avant d'être démis de sa fonction, le président de la Rúa met en place le Corralito qui oblige les gens à faire toutes leurs opérations financières à travers les banques. De plus, les retraits bancaires des particuliers sont limités à 250 dollars US par semaine et les comptes bancaires sont gelés, empêchant la fuite des capitaux. Cette loi, additionnée à celle du « déficit zéro », engendre une manifestation sans précédent en Argentine. Les gens sortent de chez eux et marchent sur la place de Mai en faisant sonner leurs casseroles, d'où le nom de ce type de manifestation : « cacerolazo ». « Sans mot d'ordre ni convocation, des centaines de milliers de personnes s'amoncellent sur la place de Mai et les forces de l'ordre sont incapables de les en faire partir »⁸. La répression est violente. « Certains manifestants sont prêts à en découdre avec les forces de l'ordre qui tirent à balles et vont faire plus de 30 morts »⁹. Commence alors « la bataille de la place de Mai ». La population se bat pour garder le centre de Buenos Aires. La police tire sur la foule, charge à cheval, utilise des gaz lacrymogènes, ... alors que la population n'est armée que de... cailloux.

Une période d'instabilité politique fait suite à la démission du gouvernement. Quatre présidents se succèdent : Ramón Puerta, Adolfo Rodríguez Saá, Eduardo Camaño et Eduardo Duhalde. En 2002, ce dernier met fin à la convertibilité peso – dollar, entraînant une dévaluation du peso, suspend le paiement de la dette extérieure et met en place le Corralón, version plus dure du Corralito. Cette année-là, l'économie argentine se stabilise et le Corralito est levé. En 2003, l'Argentine connaît une reprise économique et voit l'élection de Néstor Kirchner à la présidence. Ce dernier annule les lois d'amnistie concernant les membres de la dictature militaire qui peuvent à nouveau être jugés pour violation des droits de l'Homme. Au niveau économique, après trois ans de

⁸ « Tribune – Argentine : De la crise économique à la crise sociale », <http://www.lutte-ouvriere.org>, le 29/10/2009.

⁹ « Tribune – Argentine : De la crise économique à la crise sociale », <http://www.lutte-ouvriere.org>, le 29/10/2009.

négociations, il réussit à réduire la dette argentine d'environ 70% et à obtenir un échelonnement des remboursements sur 42 ans.

3. État global du développement en Argentine (avant et après la crise de 2001)

Dans cette section, nous allons nous intéresser plus spécifiquement aux répercussions de la crise sur les différents secteurs d'activités argentins en comparant la situation avant et après la crise de 2001.

3.1. Secteur primaire

Ce secteur regroupe les activités d'agriculture et d'élevage. L'agriculture est un secteur d'activités important en Argentine car il représente 8,5% du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays et il emploie 1,3% de la population active. Environ 14% du territoire est destiné à la culture. L'essentiel de la production agricole est principalement constitué de blé, de maïs, de soja, de sorgho et de tournesol. La crise de 2001-2002 a causé une diminution de la production dans l'année suivant la crise mais les productions sont revenues à la normale et ont même augmenté dans les années suivantes, surtout pour le maïs et le soja, ce qui a placé l'Argentine à la troisième place mondiale dans la production de soja. Ces augmentations peuvent être expliquées par le fait que l'Argentine exporte une bonne partie de sa production agricole (ce qui représente environ 20% des exportations et environ 50% si on compte les produits agroalimentaires). Comme le peso a été dévalué suite à la crise, on aurait pu penser que les exportations allaient augmenter pour garder des bénéfices équivalents. Mais les prix des matières premières agricoles ont augmenté de manière globale et ceci a permis à l'Argentine de se relancer. Cela suit bien l'idée du plan économique productiviste mis en place par le président Duhalde en 2002 : La relance de l'économie du pays grâce à la production. Dans le cas du soja, la forte augmentation s'explique aussi par l'utilisation d'OGM importés. Le secteur agricole a donc aidé en partie l'Argentine à se relancer grâce aux exportations et à promouvoir l'emploi, permettant ainsi de faire baisser le chômage.

L'élevage argentin est quant à lui essentiellement bovin. Il y a quand même un élevage d'ovins et de porcs mais en plus faible quantité (en 2002, le

cheptel était composé d'environ 48,5 millions de bovins, 12,5 millions d'ovins et seulement 2,2 millions de porcs). La crise a réduit quelque peu le cheptel ainsi que la production de viande. Mais comme pour l'agriculture, une augmentation de l'exportation durant les années qui ont suivi la crise a permis d'augmenter le cheptel ainsi que la production de viande.

3.2. Secteur secondaire

Le secteur secondaire occupe environ 20 % de la population active et contribue à environ 36 % du PIB. Dans ce secteur, on retrouve l'exploitation minière qui n'est pas le secteur le plus important de l'économie argentine. On extrait principalement du pétrole, de la houille, du gaz naturel ainsi que divers métaux. Pour le reste, l'industrie est assez diversifiée. Elle est plutôt concentrée autour de la capitale, Buenos Aires, et sur les rives du fleuve Paraná afin de faciliter le transit des marchandises. Parmi ces industries, on trouve l'industrie agroalimentaire qui est la plus importante du pays. Par exemple, grâce à l'introduction du soja transgénique au début des années 2000, l'Argentine est devenue le premier exportateur mondial d'huile et de farine de soja. On trouve aussi des industries textiles, des industries chimiques et pétrochimiques, des industries du papier, de la métallurgie ainsi que des industries automobiles et électroniques qui s'implantent progressivement.

D'une manière générale, le secteur secondaire a beaucoup souffert de la crise. En effet, de nombreuses entreprises argentines étaient financées par des capitaux argentins et étrangers. Or, à l'annonce de la crise en 2001, tous les investisseurs ont voulu reprendre leurs capitaux, ce qui mena à la fermeture de nombreuses entreprises et donc à une augmentation du taux de chômage. Mais une solution a été trouvée et mise en œuvre pour empêcher la fermeture définitive de certaines entreprises. Il s'agit de l'autogestion où chaque ouvrier possède une partie de l'entreprise dans laquelle il travaille et participe pleinement à son fonctionnement. Cette solution sera expliquée en détail plus loin.

3.3. Secteur tertiaire

Cette partie traite de quelques domaines du secteur tertiaire argentin et de l'effet de la crise sur ceux-ci. La liste n'est pas exhaustive, mais veut juste illustrer l'état global du développement argentin et l'influence de la crise.

Le tourisme

Comme expliqué plus haut, un moment clé de la crise économique argentine fut le rétablissement du peso par le gouvernement Menem. En effet, le taux de change du peso fut fixé au taux de un pour un par rapport au dollar. Ce changement n'eut presque que des conséquences négatives. L'un des seuls secteurs auxquels il ait profité est le tourisme. Le peso est resté l'équivalent du dollar de 1990 à 2002. En janvier 2002, le nouveau président Eduardo Duhalde met fin à la convertibilité peso/dollar et cela entraîne une dévaluation du peso de 29%.

Depuis fin 2001, le secteur touristique a largement bénéficié de la dévaluation du peso et est entré dans une période de croissance aussi bien pour le tourisme intérieur qu'extérieur. D'une part, les touristes autochtones ayant une monnaie faible sont dissuadés de voyager à l'étranger et restent donc à l'intérieur de leurs frontières. D'autre part, les étrangers profitent du faible taux de change du peso qui en Argentine leur assure des coûts réduits. La croissance de ce secteur est majoritairement assurée par les touristes étrangers qui, venant des pays du nord, ont un niveau de vie plus élevé et dont les dépenses en cours de séjour sont plus importantes que celles des touristes autochtones¹⁰.

Le tourisme est donc l'un des rares secteurs auxquels la crise a été bénéfique. Plus loin, le cas de l'autogestion en Argentine sera discuté et on verra que la crise a pu avoir des effets "bénéfiques" dans d'autres domaines aussi. C'est notamment le cas pour l'Hôtel BAUEN.

¹⁰ « Secteur du tourisme », CCIFA,

http://www.google.be/url?sa=t&source=web&ct=res&cd=7&ved=0CCMQFjAG&url=http%3A%2F%2Fwww.uccife.org%2Ffileadmin%2Ftemplate%2Fargentine%2Fdocuments%2Fdocs%2Fsecteurs_porteurs%2FLe_secteur_du_Tourisme.pdf&rct=j&q=crise+argentine+tourisme&ei=sZX9Soa0EZm7jAeTodGOCw&usq=AFQjCNGV5xk9rqz6A4XA22SN5ZQNmeyk4Q&sig2=sAw3g2Z4hjsXgWYOe3Ricw

Les soins de santé

L'Argentine bénéficie d'un système de sécurité sociale. Le système d'assurance maladie est basé sur trois piliers : les *obras sociales*, le secteur privé et le secteur public. Le premier pilier assure aujourd'hui la couverture d'environ 52% de la population, le deuxième en couvre 9%. Cette situation implique que les 39% restant de la population doivent être pris en charge par le secteur public. Celui-ci assure les soins aux plus démunis, mais il s'agit là d'une forte contrainte tout particulièrement dans un climat de crise économique qui entraîne la diminution des ressources et l'augmentation du nombre de bénéficiaires potentiels. Le système d'assurance maladie n'assure qu'une couverture partielle de la population argentine et la crise de 2001 n'a fait qu'aggraver la situation¹¹.

En 2002 par exemple, la crise a eu un impact majeur sur l'accès à l'insuline. En effet, les personnes affiliées à la sécurité sociale et celles ne touchant pas de revenus bénéficient d'un remboursement intégral sur l'achat d'ampoule d'insuline et reçoivent donc de leur pharmacien des produits subventionnés. Les pharmaciens sont ensuite remboursés par le système de sécurité sociale. Cependant, la crise a mis fin à cette chaîne de remboursements et les pharmaciens ont commencé à vendre les ampoules d'insuline à prix plein¹². La crise économique a donc eu d'importantes conséquences sur le système d'assurance maladie et d'accès aux soins de santé ou aux médicaments en Argentine.

L'enseignement

En Argentine, l'école est obligatoire de six à quatorze ans. On distingue les écoles publiques qui sont gratuites et les écoles privées qui sont soit subventionnées soit payantes. Ensuite, il est possible d'entrer à l'université ou dans l'enseignement supérieur après avoir terminé cinq années de secondaire qui mènent à l'obtention de l'équivalent d'un baccalauréat français.

¹¹ Alquier J., Barbier MM. Gilbert, Blanc P., Henneron F., Le Texier R., Payet A-M., Rozier J., San Vicente-Baudrin M., Vasselle A., « Le système de protection sociale en Argentine : reconstruire après la crise », Bienvenue au Sénat : un site au service des citoyens, <http://www.senat.fr/rap/r06-305/r06-3054.html>.

¹² Mc Laughin C., « La crise argentine menace les soins de santé », *Diabetes' voice*, volume 47, n°1, 2002.

La crise de 2001 a eu de lourdes conséquences sur le dernier niveau de l'enseignement en Argentine. L'organisation des universités a été bouleversée par les coupures budgétaires, la migration des étudiants des universités privées vers les publiques et la baisse générale du niveau de vie. Paradoxalement, la crise a également renforcé l'idée selon laquelle une des meilleures façons d'élever son niveau de vie et sa condition sociale est de réaliser des études universitaires.

Depuis 2007, le gouvernement actuel tente d'améliorer la situation des universités publiques en Argentine en leur attribuant des fonds supplémentaires sous la forme de contrat-programme entre différentes institutions comme le ministère de l'éducation et les universités elles-mêmes.

Les échanges : importations et exportations

Une des principales caractéristiques d'une crise économique est sa relation avec les économies de nombreux pays parce qu'une crise économique arrive rarement seule et est souvent liée à des problèmes dans d'autres pays ou répercutés dans ceux-ci. Ce phénomène a été observé en Argentine dans le domaine de l'import-export. En effet, en 1999, le Brésil sombre dans une crise économique et ne peut plus absorber les 30% d'exportations attendus en provenance de l'Argentine. Ce manque à gagner se révèle dramatique pour l'Argentine qui voit sa dette augmenter encore un peu plus. De plus, le maintien de la parité entre le peso et le dollar ne fait qu'aggraver la situation. Au départ, même si les avantages d'une telle parité étaient nombreux (arrêter l'inflation, éviter tout risque de change sur le prix des matières premières le plus souvent libellé en dollar...), les problèmes arrivèrent bien vite. En effet, lorsque plusieurs pays voisins responsables d'une partie des importations ont dévalué leur monnaie pour faire face à la crise frappant leur pays, l'Argentine s'est, elle, retrouvée avec une monnaie surévaluée pour la région. Ceci a bien sûr rendu plus coûteuses les importations des pays voisins qui ont diminué et n'a fait qu'aggraver le cas de l'Argentine¹³.

L'effet de la crise sur les importations argentines est évidemment simple à comprendre. Le pays étant fortement endetté, les importations ont

¹³ Zacharie A. « Aux origines de la crise argentine », CADTM, <http://www.cadtm.org/Aux-origines-de-la-crise-argentine>.

forcément fortement diminué. Cependant, les exportations jouent un rôle plus important puisque ce sont elles qui apportent une « source » de revenu au pays.

4. Projets pour sortir de la crise

Suite à la crise de 2001, de nombreux projets ont été mis en place ou se sont développés dans le but de sortir de la crise. Ces derniers résultent soit de décisions prises par l'état, de l'action d'organisations internationales ou d'initiatives issues de la population elle-même. Parmi les solutions proposées par l'État, on peut souligner le Plan Austral de Raúl Alfonsín, les privatisations et le Currency Board sous Carlos Saúl Menem ainsi que la loi du « déficit zéro » et le Corralito sous Fernando de la Rúa. Les organisations internationales ont, quant à elles, octroyé des prêts, souvent à des taux insoutenables et qui ne profitaient pas forcément à la population. Parmi ces organisations, on retrouve le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et, bien sûr, les banques étrangères.

Comme nous le verrons par la suite, la plupart des décisions prises n'ont fait que ralentir ou aggraver la crise. C'est la raison pour laquelle sont apparues des initiatives populaires telles que le troc, les mouvements piqueteros, les cartoneros ou encore l'autogestion.

4.1. Le rôle de l'état

Le Plan Austral

Comme mentionné lors de l'historique de la crise, ce plan a été mis en place sous la présidence de Raúl Alfonsín dans le but de réduire l'inflation. Ce plan de stabilisation économique comporte trois grandes idées :

- la création d'une nouvelle monnaie, l'austral en remplacement du peso au taux de 1 austral pour 1000 pesos ;
- le gel des salaires, des prix, des tarifs publics dans le but de limiter les dépenses de l'état ;
- une aide financière conséquente du FMI et de la Banque mondiale.

Il était prévu de payer la dette grâce à une augmentation des impôts, à une forte dévaluation et à un ajustement des taux d'intérêts des prêts bancaires de la Banque mondiale. Ce plan a engendré une amélioration de la situation économique et une diminution de l'inflation mais cette dernière est tout de même restée élevée. À cause de cela et de la corruption dans le milieu politique, la dette s'est creusée, passant de 45 à 54 milliards de dollars.

Les privatisations

En 1989, Carlos Saúl Menem accède à la présidence et commence le processus de mondialisation de l'économie argentine. Suivant à la lettre les recommandations du FMI, son ministre de l'économie, Domingo Cavallo, et lui-même privatisent la plupart des entreprises d'état comme la compagnie de télécommunications ENTel, la compagnie pétrolière YPF, la compagnie aérienne Aerolineas Argentinas, etc. Menem dira d'ailleurs « Rien de ce qui appartient à l'État ne restera à l'État »¹⁴. Ainsi, ces entreprises sont rachetées par des grandes entreprises étrangères, essentiellement françaises et espagnoles. Pour les attirer, le gouvernement argentin leur a octroyé des avantages considérables en échange desquels beaucoup de politiciens, dont Menem et Cavallo, reçoivent des pots de vin. Ces avantages sont les suivants :

- la vente se fait sans inventaire, sans bilan, ce qui permet aux entreprises qui les achètent de faire disparaître du matériel sans être inquiétées ;
- les entreprises sont vendues sans dette ;
- l'État subventionne ces achats et donnent des avantages fiscaux aux bénéficiaires ;
- l'État se charge des licenciements exigés par les repreneurs ;
- les entreprises sont bradées. Par exemple, ENTel n'est vendue à France Télécom que pour le cinquième de sa valeur réelle, YPF est concédée pour 25 ans au prix de 9 mois de production, une concession de la compagnie Gas del Estado est vendue pour 2,5 milliards de dollars au lieu de 25 milliards, une autre de ces concessions estimée à 50 milliards de dollars n'est payée que 300 millions... ;

¹⁴ Voir le film de Fernando E. Solanas, « Mémoire d'un saccage », 2003.

- les repreneurs ont pu doubler voire même tripler les tarifs pour faire payer l'investissement aux usagers alors que les travaux nécessaires au fonctionnement de ces diverses entreprises n'ont pas été effectués. Les propriétaires ne sont bien sûr pas sanctionnés.

La situation est bien résumée par la phrase suivante : « Les compagnies étrangères ont fait en Argentine ce qu'elles ne pouvaient pas faire chez elles »¹⁵. Tout cela a entraîné une augmentation de la paupérisation. En effet, le chômage est passé de 11% à plus de 20%, la majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté alors que 10% des Argentins sont riches. L'argent sale, gagné par les politiciens ou autres, sort du pays par l'intermédiaire de sociétés écrans basées dans les pays limitrophes vers des banques relais aux USA ou en Suisse. Ainsi, la dette ne fait qu'empirer.

Le Currency Board

La loi de Convertibilité ou Currency Board a été mise en place en 1991 dans le but de faire face à l'hyperinflation. Un Currency Board est « un régime de change dont la principale caractéristique est la convertibilité de la monnaie nationale en une devise (monnaie étrangère) à un taux de change fixé légalement »¹⁶. Entre 1991 et 1997, ce système est une réussite : l'inflation, qui était de 3 000% en 1989, est passée à 3,4% en 1994. Il a aussi permis une croissance économique : le commerce international a fortement augmenté, qu'il s'agisse des exportations ou des importations. On observe pourtant une augmentation du chômage et de la pauvreté. Il y a deux raisons à cela. La première est que cette loi rend les entreprises argentines non compétitives, ce qui les force à investir dans de nouvelles technologies nécessitant moins de main-d'œuvre. La seconde est que le Currency Board fait partie d'un plan plus vaste appelé le Plan Brady et qui contient entre autres le fait de privatiser la plupart des entreprises publiques et de libéraliser l'économie.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Nicolas L., « La crise du système de 'Currency Board' argentin », <http://www.oboulo.com>, le 06/11/2009.

À partir de 1998 commence le déclin de ce système. Les principales causes en sont la crise mexicaine¹⁷ en 1994-95, les crises économiques asiatique et russe en 1997¹⁸ mais aussi et surtout la crise brésilienne de 1999. En effet, en 1999, on assiste à une forte dévaluation du Real brésilien. Or le Brésil est le principal allié commercial de l'Argentine, lui achetant 30% de ses exportations. L'Argentine se retrouve donc dans une région où toutes les monnaies sont dévaluées alors que le peso argentin, lui, ne peut dévaluer puisqu'il est lié au dollar : il est donc surévalué. Une alternative s'offre alors : faut-il dévaluer le peso et risquer de perdre les investisseurs censés payer la dette ou maintenir le Currency Board, dégradant ainsi les relations économiques avec les pays limitrophes ? Ce dernier est maintenu jusqu'en 2002, puis totalement abandonné. Suit alors une forte dévaluation du peso qui commence par perdre 29% de sa valeur (1,4 peso = 1 dollar) pour atteindre au bout de 5 mois un taux de change de 4 pesos pour un dollar, ce qui correspond à une perte de 75% de sa valeur initiale. Ce que la population redoutait lors des cacerolazos s'est effectivement produit : les Argentins perdent une majorité de leurs économies.

La loi du « déficit zéro »

En 2001, suivant les injonctions du FMI, le ministre de l'économie Domingo Cavallo met en place la loi du « déficit zéro ». Il s'agit en fait d'égaliser les dépenses publiques et les rentrées fiscales. Pour cela, le gouvernement diminue les dépenses allouées à l'éducation, à la santé, aux aides sociales, etc., il réduit les salaires des fonctionnaires de 13% ainsi que les retraites et augmente les impôts. L'argent récupéré doit d'abord servir à payer la dette, condition sine qua non à l'obtention d'un prêt d'environ 14 milliards de dollars du FMI. Le problème est que le Plan Brady mentionné précédemment facilite l'évasion fiscale : seuls 17% de la population riche payent un impôt sur le revenu ! La pression fiscale se fait donc surtout sentir parmi les populations pauvres, d'où une augmentation de la paupérisation. La colère de la population commence alors à gronder. À la fin de la même année, ce sentiment est accentué par la mise en place du

¹⁷ Pour de plus amples informations, voir : « Crise économique mexicaine », <http://fr.wikipedia.org>, le 10/11/2009.

¹⁸ Pour de plus amples informations, voir : « Le redressement de la crise asiatique et le rôle du FMI », FMI, <http://www.imf.org>, le 10/11/2009.

Corralito, entraînant les cacerolazos et la démission du président de la Rúa.

Le Corralito

Comme mentionné dans la section précédente, en 2001, l'État argentin se voit obligé de diminuer les dépenses, conformément à la loi du « déficit zéro ». Cette loi est un véritable échec. Au début du mois de décembre 2001 est alors mis en place le Corralito. Ce projet consiste en un blocage des comptes en banque par le gouvernement ainsi que l'obligation d'effectuer toutes les opérations financières par leur intermédiaire. Les Argentins ne peuvent plus retirer que 250 pesos par semaine. Cette mesure, ajoutée à la loi du « déficit zéro », entraîne la colère de la population qui a peur que ses économies perdent de leur valeur. De plus, cet argent ne peut être retiré que de comptes libellés en pesos, pas en dollars. En 2002, le Currency Board est abandonné, entraînant une sévère dévaluation du peso et confirmant les craintes de la population. Grâce à ce blocage, le gouvernement a empêché la fuite des capitaux. Cependant, les groupes financiers avaient été mis au courant de cette mesure avant qu'elle ne soit effective. Leur réaction a donc été de convertir leurs pesos en dollars et de transférer leurs avoirs à l'étranger. On estime cette fuite de capitaux à 24 milliards de dollars.

À la fin du mois de décembre de la même année, le président de la Rúa se voit obligé de remettre sa démission. En 2002, Eduardo Duhalde reprend le flambeau et renforce le Corralito qui prend alors le nom de Corralòn. L'unique différence avec le Corralito est que tous les comptes libellés en dollars sont changés en comptes libellés en pesos et cela juste avant l'abandon du Currency Board. Cette action n'est bénéfique que pour les groupes commerciaux ayant transféré leurs dollars à l'étranger. Suite à la dévaluation, ils peuvent alors racheter leurs entreprises à un prix inférieur. Cependant, grâce à cette dévaluation, l'économie argentine se stabilise et le Corralito est levé.

4.2. Le rôle des organisations financières

Le Fonds Monétaire International (FMI)

Le Fonds Monétaire International (FMI) est une institution internationale regroupant 185 pays créée en 1944 lors de la conférence de Bretton Woods. Son objectif était alors d'empêcher l'effondrement de l'économie mondiale en cette période d'après-guerre, c'est-à-dire d'éviter de retomber dans les mêmes travers que lors de la crise de 1930.

Aujourd'hui, le FMI octroie des prêts aux pays en difficulté financière et conseille les États membres en matière de politique économique. En contrepartie, il exige des plans « d'ajustement structurel ». En général, il s'agit de « l'ouverture du pays aux capitaux étrangers et au commerce international, la libéralisation du marché du travail et la réduction du poids de l'État, c'est-à-dire la privatisation de nombreuses entreprises »¹⁹. Concrètement, dans ces plans, on retrouve la notion de privatisation, de dérégulation du marché du travail, de hausse des impôts... c'est-à-dire les principales caractéristiques de la mondialisation.

Les premiers prêts du FMI à l'Argentine datent de la dictature militaire (1976-1983). Ces prêts n'ont pas permis d'annuler la dette qui est passée de 8 à 45 milliards de dollars. En fait, ces prêts ne sont jamais arrivés en Argentine. Ils ont été détournés par les banques dans des paradis fiscaux au nom de sociétés-écrans, ce qui rend cette dette illégitime, puisqu'elle n'a pas profité à la population. De 1983 à 1989, l'Argentine est sous la présidence de Raúl Alfonsín comme on l'a vu précédemment. Ce dernier laisse le FMI lui dicter sa politique économique en reconnaissant la dette qui passe de 45 à 54 milliards de dollars. En 1989 débute la présidence de Carlos Saúl Menem. Durant cette dernière, le FMI intervient financièrement plusieurs fois. Il prête 2 milliards de dollars en 1995, 1 milliard dans le courant des années 1996-97, 7,2 milliards en 1999 suite aux crises économiques ayant frappé le Mexique, l'Asie, la Russie mais aussi et surtout le Brésil. Lorsque se pose la question de savoir si oui ou non il faut abandonner le Currency Board, c'est le FMI qui décidera de s'y tenir. C'est pour cela qu'en 2000, il prête 13,7 milliards de dollars. Bien sûr, ce prêt se fait sous condition : la loi du « déficit zéro » doit être mise

¹⁹ Voir : « Fonds monétaire international », <http://fr.wikipedia.org>, le 29/10/2009.

en place ainsi qu'une libéralisation encore plus dure. En 2001, le FMI accorde encore une aide de 21,5 milliards de dollars mais, par la suite, refuse de déboursier 1,3 milliards. La raison en est l'échec de la loi du « déficit zéro ». À partir de ce moment, il n'intervient plus en Argentine jusqu'à ce que, en 2003, le président Néstor Kirchner demande un rééchelonnement de la dette.

La Banque mondiale

La Banque mondiale a été créée en même temps que le FMI sous le nom de « Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement » (BIRD). Comme pour le FMI, son but premier était la reconstruction des pays suite à la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, elle est composée de 2 institutions internationales, regroupant 185 pays membres : la BIRD et l'Association Internationale de Développement (IDA). Leurs objectifs sont la lutte contre la pauvreté, la création de petites entreprises et le développement de l'éducation. Elle tient aussi compte de la sauvegarde de l'environnement et de la hausse du niveau social, ce qui veut dire qu'elle soutient l'idée du développement durable. De même que le FMI, les prêts ne sont accordés qu'en contrepartie de l'adoption de plans « d'ajustement structurel ». Mais il s'agit plutôt de « limiter la corruption, de maintenir un équilibre budgétaire ou de faciliter l'émergence d'une démocratie »²⁰.

Les prêts accordés à l'Argentine par la Banque mondiale sont octroyés plus ou moins en même temps que ceux du FMI mais concernent des montants nettement moindres : 1,3 milliards en 1995, 1,5 milliards en 1999 et 5 milliards en association avec la Banque interaméricaine de développement. En 2001, suivant la décision du FMI, elle refuse un prêt de 1,1 milliards de dollars en association avec la Banque interaméricaine de développement.

La Banque interaméricaine de développement

En 1959 est créée la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le but d'aider au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes. Aujourd'hui, elle compte 46 membres. Les prêts servent à financer des projets en matière d'enseignement, de santé publique, d'urbanisme, d'environnement...

²⁰ Voir : « Banque mondiale », <http://fr.wikipedia.org>, le 05/11/2009.

Entre 1995 et 2000, l'Argentine a reçu 2 prêts de la BID: 1 milliard de dollars en 1995 et 5 milliards en 2000 en association avec la Banque mondiale. En 2001, elle refuse de prêter 1,1 milliards en association avec la Banque mondiale.

Les banques internationales

La majorité des banques étrangères installées lors de la crise de 2001 sont entrées en Argentine juste après la crise mexicaine de 1995. Elles s'y sont implantées de manière à pouvoir bénéficier de tous les avantages proposés par le gouvernement Menem. Elles en ont d'ailleurs largement profité et ont ainsi contribué à une aggravation de la crise économique en 2001.

4.3. Conclusion intermédiaire

Toutes les tentatives pour sortir de la crise présentées jusqu'ici n'ont pris en compte que l'aspect économique de cette dernière sans jamais se soucier du contexte social et environnemental dans lequel elle évoluait. En effet, même si la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement ont assorti l'octroi de leurs prêts de timides revendications dans ce sens, les dimensions sociale et environnementale de la crise ont été complètement délaissées, ce qui va à l'encontre de l'idée d'un développement durable. La raison en est que les principaux acteurs dans cette crise sont le Fonds monétaire international, les Banques étrangères et le gouvernement argentin. En fait, leurs objectifs sont davantage axés sur la globalisation et le profit plutôt que sur le bien-être et la protection de la population. Pour preuve, on retrouve la plupart des caractéristiques de la mondialisation économique dans les différentes propositions et conditions émises par l'État ainsi que dans les exigences des divers organismes de prêts :

- privatisation des entreprises d'état, installation d'entreprises étrangères sur le sol argentin ;
- dérégulation du marché du travail par des licenciements en masse et donc une augmentation du chômage ;
- diminution des aides de l'État : éducation, santé, retraite... ;
- baisse des salaires ;
- augmentation des prix ainsi que des impôts ;

- demande d'aide à des organismes internationaux.

Tout cela se fait aux dépens de la classe moyenne. En effet, la partie la plus pauvre de la population n'est pas reconnue : ils ne sont même pas repris dans les registres nationaux. Quant aux riches, grâce à cette globalisation, il leur est très facile de faire sortir leur argent d'Argentine sans être inquiétés le moins du monde. En outre, les prêts octroyés servent principalement à remplir les portefeuilles des hommes politiques grâce à une forte corruption omniprésente et non à aider la population. Il faut encore souligner que ces prêts ne se font pas à intérêt nul mais à des taux exorbitants, ce qui, au lieu d'aider l'Argentine à sortir de la crise, l'y enfonce encore plus profondément. Face à tout cela, on entend s'élever des voix parmi la population pour réclamer ce qui lui est dû. En vérité, on en arrive à un point tel que les citoyens de la classe moyenne ne parviennent plus à s'en sortir et en viennent à créer plusieurs systèmes économiques parallèles leur permettant au moins de ne pas manquer des biens de première nécessité.

4.4. Les projets populaires

Parmi les différents projets populaires mis en place ou développés dans le but de sortir de la crise, on peut citer : le troc, le mouvement piqueteros, les cartoneros et l'autogestion. Certains de ces mouvements sont pacifiques comme les cartoneros ou le troc, d'autres comme les mouvements piqueteros sont plus violents. Quant aux reprises des sociétés (autogestion), certaines se sont faites dans un climat très tendu entre les autorités et les travailleurs, d'autres ont vu leurs activités reprendre suite à un accord entre le propriétaire du bâtiment occupé et les ouvriers. Mais toutes ont dû se battre pour obtenir leur indépendance. Ces différents procédés de sortie de crise ont tous leurs avantages et inconvénients. Quelques-unes de ces idées se sont d'ailleurs propagées au-delà des frontières argentines.

Le troc

En 1995, dans la banlieue de Buenos Aires, apparaît le troc. Une vingtaine de personnes participent à ce projet. Suite à la crise de 2001, on compte 2,5 millions de personnes réparties dans 4500 clubs à travers toute l'Argentine et certaines municipalités comme Hernando à Santa Fé acceptent de négocier le paiement des impôts contre des services. En août

de la même année, le troc rassemble 6 millions de membres parmi 8000 centres²¹. Une monnaie est mise en circulation, le « crédito ». Elle est distribuée de façon équitable, chacun ayant droit à 50 crédits par an. Les usagers sont appelés les « prosumidores », venant des mots producteurs et consommateurs.

Dans le but de maintenir ce système, des formations intensives sont proposées aux nouveaux participants et des réunions obligatoires s'organisent dans tous les clubs. L'accent est mis sur la production et la consommation des biens, services et savoirs disponibles dans le réseau. Malgré les différents inconvénients que rencontre ce système, un de ses aspects bénéfiques se situe au niveau de l'estime personnelle. En effet, participer au troc permet de sortir de l'isolement imposé par le chômage. Au-delà de l'aspect économique, il engage l'individu dans une démarche sociale qui lui donne la possibilité de récupérer une place dans un groupe où chacun peut se voir en l'autre. Le troc permet de retisser des liens sociaux et redonne le sentiment d'appartenance à une communauté de gens égaux.

Cependant, dès 2002, des crédits falsifiés se répandent dans le pays, entraînant une perte de confiance dans le système. En 2003, une « réactivation » de ces clubs est mise en place mais certains problèmes apparaissent tels que le manque de production, le fait que certains participants viennent échanger des produits de seconde main, l'augmentation des prix des denrées de première nécessité et le manque de rentabilité que subissent les petits commerçants. Malgré tout, le troc perdure et s'est même propagé au-delà des frontières argentines : au Brésil, en Uruguay, en Bolivie, en Equateur ou encore en Colombie²².

Le mouvement piqueteros

C'est en 1996 qu'a lieu à Cutral-Co le premier piquetero réunissant principalement des anciens employés de l'YPF, entreprise pétrolière argentine privatisée sous la présidence de Carlos Menem. L'expression « piqueteros » signifie « piquets de grève ». Il s'agit d'assemblées de

²¹ Almeyra G., *Rébellions d'Argentine : Tiers-état, luttes sociales et autogestion*, Éditions Syllepse, 2006.

²² Pour de plus amples informations, voir : Martens C., « Le réseau global de troc de Buenos Aires », <http://base.d-p-h.info>, le 11/11/2009.

chômeurs revendiquant le droit au travail et aux allocations. Dans ce but, ils barrent les voies de communication, paralysant la circulation des marchandises. Sur le plan de l'organisation, ce mouvement s'organise en assemblées et comités locaux qui décident alors de la position à adopter en fonction du problème posé. Malgré cette concertation, deux groupes se forment parmi eux : les « gentils » et les « méchants » piqueteros. Les premiers ont accepté l'aide de 150 pesos par mois octroyée par le gouvernement. En contrepartie, ils renoncent au barrage des routes, effectuent 4h de travail par jour dans une activité communautaire et donnent au mouvement de 3 à 5 pesos. Les seconds préfèrent garder leur autonomie et continuent la lutte. Mais leur objectif reste le même : avoir une entreprise productive qui puisse s'autogérer. La différence avec les travailleurs reprenant les entreprises est simple : ces gens n'ont pas d'entreprise à récupérer, ils doivent seulement la créer. Encore aujourd'hui, ce mouvement continue d'être présent.

Les cartoneros

Les cartoneros sont des individus des banlieues descendant à Buenos Aires dans le but de récupérer dans les ordures tout ce qui peut avoir une certaine valeur à la revente : papier, carton, etc. Ce ne sont pas des chiffonniers tels que ceux que l'on rencontre dans d'autres villes. Ceux-ci sont organisés en groupes (des familles entières participent) et travaillent en équipes. Ils se répartissent les quartiers et respectent les zones de chacun. Contrairement aux piqueteros qui font peur à certains, les cartoneros sont bien vus. En effet, leur travail attire la compassion, ils sont discrets, arrivent la nuit et agissent dans l'obscurité pour qu'on les voie peu. Ils ne troublent pas l'ordre public et ne sont pas agressifs comme certains piqueteros. Ils ne mendient pas, ce qui ne ferait que rappeler aux plus aisés l'évidence de la crise en montrant que la plupart des gens ne peuvent même pas leur faire l'aumône d'un peso. Ils sont le visage discret et respectueux de la pauvreté.

L'autogestion

L'autogestion apparaît pour la première fois à la fin des années 80 mais ne prend réellement de l'ampleur qu'à partir de 2001. L'idée de base est d'ordre social et non idéologique. En effet, il s'agit plus de défendre le droit au travail que de s'opposer à une politique. Ainsi, aujourd'hui, on dénombre 170 entreprises récupérées employant 10.000 personnes,

notamment dans les secteurs de la métallurgie, la mécanique, l'imprimerie et l'alimentaire mais également dans des domaines comme la santé, la presse, la gastronomie et l'éducation qui ne sont pas délaissés pour autant. De manière à structurer l'autogestion, plusieurs organisations ont été mises en place dont le MNER (Mouvement National d'Entreprises Récupérées) et le FENCOOTER (Fédération Nationale de COOpératives de Travail et d'Entreprises Reconverties). Toutes s'accordent sur trois points :

- chaque salarié détient une part du capital de l'entreprise ;
- la hiérarchie est inexistante, ce qui permet à une assemblée de salariés de prendre les décisions ;
- les salaires sont égaux pour tous les travailleurs, quel que soit leur niveau de qualification.

Mais il serait illusoire de croire que ce système ne présente aucune faille. Les problèmes se situent tant aux niveaux économique et juridique que social. En effet, les entreprises récupérées ne possèdent plus de capital et ne perçoivent plus de subventions. À cela s'ajoute la méfiance des fournisseurs et des consommateurs. La solution trouvée est de passer par des sociétés intermédiaires « normales » qui prennent alors un pourcentage sur le prix du produit, ce qui implique une difficulté supplémentaire pour faire face à la concurrence et aux lois du marché.

D'un point de vue juridique, ces sociétés doivent nécessairement passer par l'expropriation ou par la négociation d'un contrat de location avec le propriétaire. Au niveau social, le risque est que certains travailleurs croient qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent ou même qu'il suffit de ne rien faire. Il apparaît donc qu'il faut lutter contre l'individualisme.

Malgré ces divers inconvénients, ces entreprises sont encore là aujourd'hui, non seulement en Argentine mais aussi dans des pays comme le Venezuela, le Brésil²³, l'Uruguay, le Paraguay et bien d'autres.

²³ Pour de plus amples informations, voir : Hassoun M., « Dossier autogestion : Brésil : radicalement pragmatiques », <http://www.alternativelibertaire.org>, le 11/11/2009.

4.5. Conclusion critique

Il faut remarquer que dans tous ces mouvements, l'accent est mis sur l'aspect social : il s'agit de se serrer les coudes pour s'en sortir, conformément à la maxime bien connue « L'union fait la force ». En effet, dans tous les cas, il s'agit d'un rassemblement d'une partie de la population argentine sous une même bannière, avec le même objectif. Cela mis à part, on peut encore trouver d'autres points communs entre tous ces mouvements :

- tout le monde est sur un pied d'égalité quel que soit son âge, son métier, son identité... ;
- il y a une distribution équitable des biens et de toutes les ressources ;
- au vu de la participation accrue au cours de l'année 2001, on voit la mise en place d'une certaine organisation : assemblées, comités ou groupes prenant des décisions, réunions entre les participants, formations des différents membres et travailleurs...

Mais on aurait tort de penser que ces projets ont été établis sans difficultés : beaucoup présentent des problèmes à la fois internes et externes. Dans le cas du troc, on peut citer, parmi les problèmes internes, la falsification des crédits, le manque de production des participants et, parmi les externes, le fait que la matière première permettant la production coûte de plus en plus cher. Si on regarde l'autogestion, on retrouve ce type de difficultés. Les problèmes externes sont d'ordre juridique (expropriation, contrat de location...) ou économique (obligation de passer par des sociétés intermédiaires pour vendre, pas de capital de départ...). Les problèmes internes, quant à eux, affichent un caractère social : l'égoïsme ou la fainéantise de certains. Dans les deux cas présentés, on remarque que, plus le nombre de participants grandit, plus le risque est important que les gens ne pensent plus qu'à profiter du système. Pourtant, malgré tout, on retrouve la plupart de ces idées dans d'autres pays que l'Argentine, notamment le troc et l'autogestion.

Cependant, la réussite de ces projets, contrairement à l'instabilité des mesures prises par l'état, est un *fait*. Cette réussite tient notamment au fait que le peuple, sans le savoir, a agi dans le but d'un développement à la fois économique et social : toutes ses actions n'ont pu avoir un impact que

parce que les gens ont formé des groupes, tissé des liens et se sont battus pour acquérir un travail ou pour transmettre une valeur. L'État et les organisations bancaires n'ont pas tenu compte de la dimension sociale de la crise et s'en sont, bien sûr, mordu les doigts. L'aspect environnemental qui incombe à un développement durable n'est malheureusement presque pas pris en compte hormis par les cartoneros et, dans une moindre mesure, par les mouvements de troc (certains participants ont choisi de produire des fruits et légumes). Mais il s'agit là d'environnement au sens propre. Si l'on regarde le cas de l'autogestion, certaines des entreprises reprises étaient désaffectées ou, du moins, en mauvais état. Elles ont donc dû être remises à neuf, repeintes,... On peut aussi considérer que cela fait partie de l'aspect environnemental mais au sens urbanistique du terme.

Au vu de son succès, le cas de l'autogestion est présenté et discuté dans la section suivante.

5. Etude de cas : L'autogestion

5.1. L'autogestion : définition et vision d'ensemble

L'autogestion se définit comme la gestion directe d'une production par les travailleurs eux-mêmes, de manière libre et démocratique²⁴. Les producteurs deviennent donc à la fois les dirigeants et les dirigés. Le pouvoir de décision n'est plus attribué à une seule personne ou à un petit groupe, mais les décisions sont prises de manière collective. La hiérarchie est quant à elle acceptée volontairement par tous les membres selon le principe suivant : les personnes présentant plus d'expérience ou de connaissances dans une situation donnée sont les plus à même de donner des conseils voire de faire des recommandations. Il est important de souligner que l'autogestion ne supprime pas les différences entre les individus ou les niveaux de compétence ou d'aptitude à répondre à un problème donné. Elle permet simplement de diminuer au maximum le rapport de supériorité arbitraire du travail intellectuel sur le travail manuel. Ce principe ne se limite pas au domaine de la production industrielle ou agricole, mais il doit être étendu à la santé, l'éducation, les services de

²⁴ Almeyra G., *op. cit.*

bases, etc. L'autogestion est donc synonyme de démocratie parfaite tant au point de vue politique que social.

Par ailleurs, il est important de se rendre compte que l'autogestion d'une entreprise ou d'une région isolée est insuffisante et sera certainement incompatible avec le système imposé ailleurs. Dès lors, il faut tendre vers l'idéal d'une autogestion sociale généralisée. Il s'agit de la recherche d'une société où les acteurs sont libres et associés. Ils doivent être capables de penser dans l'intérêt collectif et donc de prendre conscience de leurs responsabilités, leurs droits et leurs devoirs pour éliminer l'égoïsme ou l'individualisme. Même si l'autogestion sociale généralisée reste une utopie demandant un bouleversement profond au niveau mondial, la lutte pour qu'elle devienne réalité concrète doit commencer au niveau local dans une petite entreprise, une exploitation agricole, un quartier, une usine...

Dans certains cas, et notamment dans certaines régions d'Argentine, l'autogestion s'est imposée d'elle-même dans un climat de crise économique et sociale. On compte à l'heure actuelle environ 200 entreprises autogérées avec près de 10000 travailleurs. Dans ce contexte de crise et de par la mise en place de ces entreprises autogérées, les argentins ont réveillé et activé de valeurs « traditionnelles » telles que la solidarité et l'autonomie. Bien que la mentalité des classes dominantes était omniprésente, les classes dominées avaient leur propre culture, idées, mémoire, leur propre vision du monde qui a contribué à rester vigilant et leur a permis de rejeter l'hégémonie. L'autogestion bouleverse également la hiérarchie imposée par l'État entre ceux qui commandent et ceux qui doivent simplement exécuter, répondre aux ordres et travailler.

L'autogestion est donc une pratique de nature à bouleverser l'ordre social et politique établi, qui surgit souvent lorsque le capitalisme ou le système en place traverse une crise aigüe comme ce fut le cas en Argentine durant la seconde moitié du vingtième siècle. C'est une mesure de défense dans un climat d'insécurité économique et sociale. En effet, reprendre une entreprise en faillite ou laissée à l'abandon est une mesure défensive pour garantir la priorité du droit au travail par rapport au droit à la propriété. Plutôt qu'une opposition politique, l'autogestion s'inscrit dans une démarche positive d'accès à un travail stable qui procure dignité au travailleur.

On peut, à ce niveau, se poser quelques questions sur le caractère générateur de profit d'une telle pratique. En effet, les travailleurs produisent-ils pour répondre à leurs besoins de première nécessité ou pour créer un surplus ? Produisent-ils pour s'assurer un salaire ou pour investir dans de nouveaux équipements et dans l'acquisition de matières premières ? Le caractère durable peut lui aussi être mis en question : occupent-ils l'entreprise de manière transitoire jusqu'au retour d'un propriétaire ou conçoivent-ils cette solution comme un projet durable ?

Quoi qu'il en soit, on constate qu'en Argentine, l'autogestion se présente comme un élément de solution possible à la crise économique et sociale. Le pays compte plus de 200 entreprises couvrant des domaines très variés. Le nombre total d'entreprises autogérées est difficile à déterminer car il ne cesse de croître. Ainsi, rien que pour le premier semestre 2009, on compte 20 nouveaux établissements qui ont été récupérés²⁵.

Dans la suite de ce travail, un cas d'autogestion est traité plus spécifiquement, celui de l'hôtel BAUEN qui est un des nombreux exemples d'entreprises autogérées en Argentine.

5.2. L'hôtel BAUEN

L'hôtel BAUEN est un hôtel 3 étoiles situé dans le centre de Buenos Aires²⁶. D'apparence, il ressemble à n'importe quel hôtel avec ses 20 étages et ses 186 chambres. Mais c'est en fait bien plus qu'un simple hôtel. En effet, il est entièrement autogéré par ses 154 membres du personnel qui sont réunis au sein de la coopérative BAUEN.

Cette coopérative existe depuis 2003 et est organisée en assemblée. C'est-à-dire que chaque décision est débattue et votée à la majorité en assemblée

²⁵ http://amerikenlute.free.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=1147&Itemid=41

²⁶ Sur l'hôtel BAUEN, voir : <http://www.BAUENhotel.com.ar> ; <http://www.amerikenlute.free.fr> (« Buenos Aires : BAUEN, un hotel 3 étoiles QG de grévistes » ; « Argentine : histoire de l'hôtel autogéré BAUEN » ; « Buenos Aires: l'hôtel BAUEN en cours d'expulsion » ; « Buenos Aires: état d'alerte et demande d'expropriation du BAUEN » ; « Buenos Aires: création d'une commission mixte afin de chercher une solution pour le BAUEN ») ; <http://www.alternatifs.org/spip/autogestion-en-amerique-latine> (« Autogestion en Amérique latine ») ; <http://www.geo.coop/node/140> (« Worker Self-management Threatened at the HOTEL BAUEN in Buenos Aires »).

où tous les membres disposent d'une voix égale. C'est lors de ces assemblées que les choix pour la gestion de l'hôtel sont décidés, les droits des travailleurs sont discutés et que les salaires sont fixés de manière équitable et égalitaire. Les tâches au sein de l'hôtel sont réparties en fonction du savoir-faire de chacun. Pour comprendre pourquoi ces travailleurs ont dû devenir leurs propres patrons, il faut d'abord retracer l'historique de cet hôtel.

L'hôtel BAUEN fut construit en 1978 à l'occasion de la Coupe du Monde de football par Marcello Iurcovic, grâce à un crédit contracté auprès de la BANADE²⁷, crédit qu'il n'a jamais terminé de rembourser. Entre 1978 et 1996, les patrons de l'hôtel ont changé 5 fois de raison sociale afin d'augmenter leurs revenus. Ceci implique le licenciement de l'ensemble du personnel (plus de 200 employés) qui est alors réembauché dans la « nouvelle société », avec le fait qu'au passage les travailleurs perdent leurs droits acquis dans la « société précédente ». En 1997, l'hôtel est vendu à la société chilienne Solari S.A. pour 16 millions de pesos. En 2001, Solari qui n'a payé que 4 millions de pesos sur les 16 qu'elle devait à Iurcovic et qui a aussi contracté de nouvelles dettes pour 5 millions de pesos est déclarée en faillite. La famille Iurcovic réclame alors le droit de récupérer l'immeuble car Solari n'a toujours pas apuré complètement sa dette. Le juge en charge de l'affaire fait droit à cette requête à la condition que la famille Iurcovic rende à Solari les sommes déjà payées, ce qu'elle n'a pas fait. Ce même juge autorise la poursuite de l'activité de l'hôtel par les employés sous la supervision d'un syndic²⁸. Malheureusement, l'hôtel continuant d'être déficitaire est fermé par le syndic le 28 décembre 2001 et tous les employés (environ 150 personnes) sont licenciés.

Début 2003, 32 ex-employés de l'hôtel BAUEN, voulant revendiquer leur droit au travail inscrit dans la Constitution argentine, sont entrés en contact avec le MNER afin de former la coopérative B.A.U.E.N. Le 21 mars 2003, ils occupent les bâtiments de l'hôtel laissé à l'abandon dans l'intention de le remettre en état afin de le rouvrir. Ils y arrivent grâce à leur travail et à la coopération avec d'autres entreprises autogérées, sans bénéficier d'aucune subvention extérieure. Au début, ils prêtent les salons

²⁷ BANADE est l'acronyme de Banco Nacional de Desarrollo. Banque Nationale pour le Développement.

²⁸ Un syndic est une personne élue ou désignée pour gérer les affaires et les intérêts communs d'une communauté.

et salles de réunion de l'hôtel en échange de matériel de nettoyage. Au final, la coopérative qui gère l'hôtel est passée de 32 à 154 membres et a investi au total près de 3 millions de pesos. La remise en route de l'hôtel a permis aux travailleurs de retrouver du travail et un salaire mensuel convenable qui s'élevait à 100 pesos au début de la récupération et qui en 2005 atteint quelques 700 pesos²⁹.

Cependant, la guerre est loin d'être gagnée pour les membres de la coopérative. En effet, depuis la réouverture de l'hôtel, la coopérative avait lancé plusieurs fois des projets d'expropriation³⁰ mais aucun n'avait abouti. Elle proposait que l'État utilise les dettes accumulées par l'hôtel sous les deux gestions précédentes (le crédit BANADE non remboursé et des impôts municipaux impayés) en contrepartie du paiement de l'expropriation du bâtiment. Car en vertu d'une réforme de la loi de 2002 sur les faillites, l'exploitation d'une entreprise faillie peut être cédée à une ou plusieurs coopératives à condition qu'un contrat de location soit négocié avec le propriétaire ou qu'une décision d'expropriation soit prise par les pouvoirs publics³¹.

Le 21 octobre 2005, les travailleurs de l'hôtel sont informés que leur droit d'occupation de l'hôtel en tant qu'anciens employés est reconnu mais qu'ils ne sont pas autorisés à poursuivre l'activité de l'entreprise. Suite à cet avis, les entrées de l'hôtel sont mises sous scellés, scellés qui sont rapidement brisés par les travailleurs de l'hôtel qui ont repris leurs activités.

Le 7 décembre 2005, le parlement de la ville de Buenos Aires vote la création d'une commission pour négocier dans un délai de 120 jours la restitution de l'hôtel à la famille Turcovic. Ceci impliquerait la restitution de l'immeuble, l'annulation des dettes ainsi que l'accord d'une subvention pour payer les salaires pendant un an. Heureusement pour la coopérative, cette décision n'aboutit pas car elle n'a pas été réglementée par le pouvoir exécutif. Si ce projet avait abouti, les travailleurs de l'hôtel se seraient à

²⁹ À titre indicatif, ce montant correspond à un salaire plus élevé que celui d'un instituteur.

³⁰ L'expropriation consiste au rachat par l'État des bâtiments au(x) propriétaire(s) de l'entreprise qui a fermé pour céder ceux-ci de manière légale aux coopératives qui veulent récupérer l'entreprise.

³¹ Voir : Cécile Raimbeau « En Argentine, occuper, résister, produire », <http://www.monde-diplomatique.fr>, le 01/12/2009.

nouveau retrouvés dans une relation de dépendance par rapport à un patron comme cela se passait avant la faillite de l'hôtel, ce à quoi ils avaient justement échappé grâce à la mise en place d'une gestion collective.

En mai 2006, la juge Carla Cavaliere approuve officiellement la suspension de l'ordre de fermeture émis en octobre 2005. Un nouveau projet de loi d'expropriation voit le jour : la « Ley Nacional de Expropiación ». Ce projet, parrainé par la député Victoria Donda, a pour but d'octroyer la propriété légale définitive de l'hôtel à la coopérative BAUEN. Marcelo Iurcovic s'oppose vivement à ce projet tandis que la coopérative le soutient et fait même circuler une pétition à ce sujet. La joie est de courte durée car une fois de plus, ce projet n'a pas le temps d'aboutir.

En juin 2007, Mauricio Macri, un entrepreneur de droite remporte les élections municipales à Buenos Aires. Il est connu pour être partisan de la privatisation et, lors de sa campagne électorale, il a annoncé qu'il ferait fermer les « squats » de la ville. On peut dès lors penser qu'il ne voit pas d'un bon œil les entreprises récupérées en attente d'expropriation comme l'est l'hôtel BAUEN.

En juillet 2007, la juge Paula Hualde émet un ordre d'expulsion contre la coopérative qui a jusqu'au 20 août pour restituer l'immeuble à la société Mercoteles S.A., qui réclame l'immeuble à travers la personne de Samuel Kaliman qui n'est autre que le beau-frère de Marcelo Iurcovic. Celui-ci prétend avoir acheté l'hôtel en 2006 au groupe Solari alors que les membres de la coopérative BAUEN y travaillaient déjà depuis près de 3 ans. Selon les travailleurs, l'entreprise Mercoteles S.A. ne serait en fait qu'un écran destiné à servir les intérêts de Iurcovic et lui permettre de récupérer l'hôtel. La coopérative dépose un appel qui suspend l'ordre d'expulsion.

Depuis, la coopérative a organisé de multiples manifestations, soutenues par de nombreuses autres coopératives d'entreprises récupérées, pour plaider leur cause et a rencontré le ministre de l'intérieur pour trouver une solution politique sur le plan national permettant l'expropriation définitive de l'hôtel. Suite à cette rencontre, une commission mixte intégrant des fonctionnaires du gouvernement national et des membres de la coopérative a été créée. Cette commission travaille en vue de trouver une solution favorable à la gestion coopérative et susceptible également de

résoudre le problème de la dette de 18 millions de pesos contractée par Turcovic auprès de la BANADE et qui reste impayée. À l'heure actuelle, la coopérative BAUEN n'a toujours pas obtenu l'expropriation définitive de l'hôtel mais elle continue imperturbablement son combat pour l'obtenir et continue toujours de faire fonctionner l'hôtel ³².

Enfin, il est intéressant de noter que les membres de la coopérative, non seulement luttent pour leur cause mais aussi qu'ils aident et soutiennent beaucoup d'autres coopératives et syndicats. Par exemple, ils n'ont pas hésité à soutenir et à mettre leur expérience syndicale et politique au service des travailleurs de l'entreprise Zanon pour les aider à obtenir leur expropriation³³. Ils mettent aussi leurs salles de réunion et leurs salons à disposition pour des réunions de syndicats, notamment celui du métro de Buenos Aires³⁴, et une partie de des chambres de l'hôtel est réservée à des militants sociaux du pays quand ils sont de passage à Buenos Aires³⁵. Cela confirme que la façon de penser et d'agir des coopératives des entreprises autogérées est définitivement basée sur la solidarité et l'entraide de la population.

5.3. Conclusion intermédiaire

Le cas de l'hôtel BAUEN nous montre que récupérer une entreprise en faillite et mettre en place son autogestion sont loin d'être faciles. En effet, deux grands types de problèmes ont été rencontrés lors de la récupération de l'hôtel.

Le premier est un problème que l'on pourrait qualifier de pratique ou logistique. En effet, les travailleurs du BAUEN ont dû rénover et remettre en route leur hôtel par leurs propres moyens sans aucune subvention. Ils ont fait pour cela appel à l'aide d'autres entreprises autogérées ce qui montre bien que la solidarité est une valeur essentielle au bon

³² Source : Richard Neuville « Autogestion en Amérique latine disponible sur <http://www.alternatifs.org/spip/autogestion-en-amerique-latine>.

³³ Source : 05/04/05 : « Argentine : histoire de l'hôtel autogéré BAUEN » <http://www.amerikenlutte.free.fr>.

³⁴ Source : 10/02/05 : « Buenos Aires BAUEN, un hôtel 3 étoiles QG de grévistes » <http://www.amerikenlutte.free.fr>.

³⁵ Source : 24/07/07 : « Buenos Aires : l'hôtel BAUEN en cours d'expulsion » <http://www.amerikenlutte.free.fr>.

fonctionnement de l'autogestion et qu'elle n'est pas que théorique, elle est vraiment appliquée. De même, en proposant de prêter leurs salles de réunions, leurs salons à d'autres coopératives en échange de matériel de nettoyage, les travailleurs du BAUEN utilisent le système de troc. Le troc et la solidarité sont deux éléments qui vont donner de la force au mouvement d'autogestion.

Le second problème est, lui, plutôt d'ordre juridique car nous avons pu voir que le combat devant les tribunaux entre les travailleurs et les « anciens » propriétaires de l'hôtel est un combat de longue durée et qui n'est toujours pas gagné. Cependant, quelques batailles menées par les coopératives pour la récupération et l'expropriation ont été gagnées et ont engendré des changements juridiques et politiques. Par exemple, la réforme de la loi de 2002 sur les faillites, dont nous avons parlé précédemment, est en fait une conséquence directe de la récupération de l'entreprise Brukman qui a fait beaucoup parler d'elle à l'époque³⁶. Pour la coopérative BAUEN, on peut citer la rencontre avec le ministre de l'intérieur argentin pour trouver une solution politique pour l'expropriation de l'hôtel. Cela montre bien que l'autogestion est un phénomène qui se développe de plus en plus mais aussi qu'il est de plus en plus pris au sérieux par l'État.

Enfin, nous avons pu voir qu'il existe pour les nouvelles entreprises récupérées, une aide offerte par le MNER ou d'autres coopératives autogérées. Outre l'existence de la solidarité dont nous avons déjà parlé, cela montre qu'il y a une « institutionnalisation » de l'idée de coopérative, c'est-à-dire qu'elle est prise au sérieux par de plus en plus de monde. Cette idée, née de mouvements spontanés de quelques personnes, paraissait au départ comme assez ambitieuse voire utopique. Or, grâce aux différentes coopératives autogérées apparues et au fait que ces autogestions fonctionnent, la coopérative devient un système de fonctionnement envisageable pour plus en plus de gens.

³⁶ La récupération de cette entreprise est célèbre car c'est une des premières en Argentine et, de plus, elle a été faite essentiellement par des femmes. Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le site du documentaire d'Isaac Isitan « Les femmes de la Brukman » : <http://www.lesfemmesdelabrukman.ca/>

6. Conclusion

Tout au long de ce travail, la crise argentine a été présentée avec ses causes et ses diverses conséquences. Suite aux nombreux problèmes engendrés, diverses solutions ont été proposées par différents organismes tels que l'État, les organisations financières (FMI, Banque mondiale,...). Les objectifs de ces acteurs ont également été indiqués et nous avons constaté qu'ils étaient principalement axés sur la globalisation et la mondialisation économique plutôt que sur le bien-être de la population. En effet, les aspects sociaux et environnementaux ont été largement négligés. Dans de nombreux cas, ils n'ont même pas été pris en compte malgré la demande de certaines instances (Banque mondiale et Banque interaméricaine de développement). En négligeant ces deux aspects essentiels à un développement durable, les organismes n'ont fait qu'aggraver la crise et n'ont pas oublié d'en tirer profit (corruption, privatisation à outrance et à trop bas prix, avantages fiscaux...). Face à cette situation économique et sociale de plus en plus précaire, le peuple s'est senti délaissé voire même volé. Il n'a donc pas eu d'autre choix que de chercher des solutions par lui-même comme les piqueteros, le troc, les cartoneros et l'autogestion. Bien d'autres solutions ont encore été envisagées par la population, mais leur ampleur était moindre.

Le cas de l'autogestion est particulièrement intéressant car il regroupe les aspects sociaux, économiques et environnementaux inhérents à un développement durable, même si la composante environnementale n'est pas dominante. De plus, cette solution nous semble digne d'intérêt au vu de son caractère surprenant et de sa longévité. En effet, il existe peu d'initiatives de la sorte en Belgique ou dans les pays développés comme les nôtres. En étudiant plus en détails le cas de l'hôtel BAUEN, une entreprise entièrement autogérée, nous nous sommes rendu compte que l'application d'une telle pratique demandait aux travailleurs énormément d'efforts et de temps. Suite à l'accès au travail, ces derniers ont bien évidemment vu leur condition s'améliorer sur le plan économique, mais également social. En effet, leur travail leur rapportait un salaire grâce auquel ils pouvaient nourrir leur famille et subvenir à leurs besoins, mais leur procurait aussi un sentiment de satisfaction et un regain d'estime personnelle !

En réponse à la question posée dans le titre, nous pensons que même si l'autogestion, comme toute pratique, présente des inconvénients, elle reste une solution très intéressante pour répondre à la crise qui a frappé l'Argentine. Elle permet non seulement une reprise de l'économie en créant de l'emploi, mais également, comme nous l'avons souligné, une amélioration non négligeable des conditions sociales. Au vu de ces différentes améliorations, nous pouvons penser que l'autogestion est un mouvement populaire clé qui permet un développement durable. Cependant, cette solution reste située au niveau local et nous ne pensons pas qu'elle soit applicable telle quelle au niveau national sans courir le risque de retomber dans un système communiste (avec tous les problèmes que cela a déjà pu engendrer ailleurs).